

Le 15 septembre 2014

L'honorable Ed Fast, C.P., député
Ministre du Commerce international
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

L'honorable Christian Paradis, C.P., député
Ministre du Développement international et de La Francophonie
200, Promenade du Portage
Gatineau (Québec) K1A 0G4

Messieurs les Ministres,

Au nom des organismes canadiens de droits de la personne, de développement international, de syndicats, d'investisseurs, de femmes, de personnel enseignant, d'étudiants et communautaires, nous exhortons par la présente le gouvernement canadien à publiquement encourager les entreprises canadiennes qui achètent des vêtements fabriqués au Bangladesh à verser de généreuses contributions au fonds d'indemnisation du Rana Plaza (Plaza Donors' Trust Fund), peu importe qu'elles aient ou non eu une relation avec une usine dans le Rana Plaza. Nous demandons également au gouvernement du Canada qu'il offre de verser un montant équivalent au total des contributions versées au fonds par les entreprises, organisations et institutions canadiennes.

Plus de 16 mois après l'effondrement du bâtiment Rana Plaza au Bangladesh, qui avait provoqué la mort de plus de 1,100 travailleuses et travailleurs de l'industrie du textile et blessé plus de 2,500 autres, les familles des morts et les victimes de graves blessures n'ont pas encore reçu la totalité de l'indemnité à laquelle ils ont droit, et ont désespérément besoin d'aide.

Les gouvernements de sept pays européens – le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne et le Danemark – ont publié une déclaration publique conjointe en juin cette année demandant aux détaillants et marques dans leurs pays respectifs de contribuer généreusement dès maintenant au fonds d'indemnisation. Cette déclaration demandait également au gouvernement du Bangladesh et à l'Association des fabricants et des exportateurs de vêtements du Bangladesh (BGMEA) «d'accroître leurs contributions et d'assurer leur responsabilité publique».

À leur crédit, les nombreux détaillants et marques américaines et européennes, ainsi que leurs fondations, ayant déjà contribué au fonds n'entretenaient aucune relation d'affaires avec les ateliers de confection du Rana Plaza. En tant qu'entreprises achetant des vêtements fabriqués au Bangladesh, elles ont reconnu leur responsabilité partagée en matière de

conditions de travail et de normes de sécurité dans l'industrie de la confection au Bangladesh et l'urgence pour les victimes et survivants de la tragédie du Rana Plaza.

Malgré le fait que le Bangladesh est un important fournisseur pour la plupart des détaillants de vêtements au Canada, à ce jour, un seul détaillant canadien — Loblaws (Joe Fresh) — a contribué au fonds d'indemnisation.

Le fonds d'indemnisation des victimes du Rana Plaza, piloté par l'Organisation internationale du travail (OIT), a été créé pour indemniser les victimes et les survivants de la tragédie pour la perte de revenus et les frais médicaux. Au 1^{er} septembre, le fonds d'indemnisation avait amassé moins de la moitié des 40 millions de dollars qui sont nécessaires pour indemniser totalement les victimes et les survivants.

Au mois de septembre et au début d'octobre, l'OIT versera aux victimes et survivants de l'effondrement du Rana Plaza le premier versement de l'indemnisation. Par conséquent, il est essentiel que les sommes dans le fonds soient suffisantes pour financer le premier versement de l'indemnité à tous les requérants admissibles et que les contributions à venir prochainement seront suffisantes pour verser à tous les requérants admissibles la pleine indemnité à laquelle ils ont droit.

Nous exhortons votre gouvernement à se rallier au point de vue de ses homologues européens en encourageant publiquement les entreprises canadiennes qui font fabriquer des vêtements au Bangladesh à également contribuer généreusement au fonds dès maintenant, en proposant de contribuer un montant équivalent au total de ces contributions, et à demander au gouvernement du Bangladesh et à la BGMEA d'accroître leurs contributions et d'assurer leur responsabilité publique.

Nous vous prions instamment d'agir sans tarder concernant cette demande d'une extrême importance. Nous attendons avec impatience votre réponse positive à notre lettre.

Nous vous prions d'accepter, Messieurs les Ministres, l'expression de notre considération respectueuse.

Alliance de la Fonction publique du Canada: Robyn Benson, présidente nationale
Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), Carolle Dubé, présidente

Association des actionnaires pour la recherche et l'éducation: Peter Chapman, directeur général

Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens: James Ryan, président

Centrale des syndicats du Québec (CSQ): Louise Chabot, présidente

Centre international de solidarité ouvrière: Michèle Asselin, coordonnatrice

Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII), Louise Dionne, coordonnatrice

Comité de solidarité/Trois-Rivières (CS/TR), Jean-Marc Lord, directeur général

Confédération des syndicats nationaux, Jacques Létouneau, président

Congrès du travail du Canada Hassan Yussuff, président

Conseil Canadien pour la coopération internationale (CCCI)- Julia Sanchez, Présidente

Conseil central du Montréal métropolitain (CCMM-CSN), Dominique Daigneault, présidente

Conseil des Canadiens: Maude Barlow, présidente

Conseil du travail de Toronto et de la région de York: John Cartwright, président

Conseil du travail de Vancouver et du district: Joey Hartman, président

Église Unie du Canada, Michael Blair, Executive Minister

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants: Jessica McCormick, présidente nationale

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario: Sam Hammond, président

Fédération des enseignantes et enseignants des écoles secondaires de l'Ontario: Paul Elliot, président

Fédération des femmes du Québec, Alexa Conradi, présidente

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec: Daniel Boyer, président

Fédération du travail de la Colombie-Britannique: Jim Sinclair, président

Fédération du travail de Terre-Neuve et du Labrador: Mary Shortall, présidente

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, Régine Laurent, présidente

Handicap International Canada: Jérôme Bobin, Executive Director

Inter Pares: David Bruer, gestionnaire de programmes, Souveraineté alimentaire et justice économique, Asie

Jesuits in English Canada: Peter Bisson sj, Provincial Superior

KAIROS: Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice, Jennifer Henry, directrice

Ligue des droits et liberté, Dominique Peschard, président

Maquila Solidarity Network : Lynda Yanz, directrice générale

Organisation Canadienne Catholique Pour Le Développement et La Paix: Julie Laplame, directrice de recherche

Organisation Canadienne Pour Le Développement et La Paix: Conseil de l'Archevêché de Toronto

Organisation de défense des droits des femmes sud-asiatiques: Sultana Jahangir, directrice générale

Oxfam Canada: Robert Fox, directeur général

Presbyterian World Service & Développement: Kenneth Kim, directeur général
Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1979: Guy Laflamme et
Jamie Kass, coprésidents
Syndicat canadien de la fonction publique: Paul Moist, président national
Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec, Lucie Martineau,
présidente
Syndicat des employé-e-s de la fonction publique de l'Ontario : Warren "Smokey"
Thomas, président
Syndicat des fonctionnaires provinciaux et de service de la Colombie-Britannique:
Stephanie Smith, présidente
Syndicat des Métallos: Ken Neumann, directeur national canadien
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes: Christian Martel, directeur
national, région Québec
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes: Denis Lemelin, président
national
Syndicat international des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du
commerce Paul R. Meinema, président
The Primate's World Relief and Development Fund : Adele Finney, Executive Director
Travailleurs et travailleuses unis du Canada: Barry Fowlie, directeur canadien
Travailleurs et travailleuses unis du Québec/UES, Claude St-Marseille
UNIFOR: Jerry Dias, président national
UNIFOR Québec: Joseph Gargiso, directeur adjoint
UNIFOR section locale 8284, Richard L'Heureux, président
Union des Employés et Employées de Service, section locale 800, Raymond Larcher,
président
UNL Canada Inc.: Fuad Chowdhury, directeur
Workers' Action Centre: Deena Ladd, coordonnatrice

- c. c. Heather Cruden, Haut-Commissaire du Canada au Bangladesh
Diane J. Brisebois, présidente et PDG, Conseil canadien du commerce de détail
Bob Kirke, directeur général, Fédération canadienne du vêtement